

SOMMAIRE

Page 1

L'équation des quartiers.
L'anti-étatisme d'Hervé Morin.

Page 2

La marque Normandie Santé.
Le plan campus de Rouen-Le Madrillet.

Page 3

Bpifrance au service des entreprises.
L'ARS doit changer de posture.

Page 4

Investissement record au CD.27.
Les investissements.

L'anti-étatisme d'Hervé Morin.

À chaque fois qu'il s'exprime, Hervé Morin dénonce désormais - systématiquement - les insuffisances de l'État qui, comme il le disait le 2 septembre dernier à Epreville en Lieuvin, est "usé jusqu'à la corde et promet sans jamais tenir ses promesses".

- Il avait aussi ajouté : "quand l'État tourne la clé de contact, le moteur reste à l'arrêt, la batterie est vide ; le président d'une collectivité, lui, sait le démarrer."

- Ce discours anti-état n'est pas une nouveauté. Il l'utilisait déjà en 2015, lors de la campagne des Régionales, quand il invitait les Normands à devenir des "bonnets rouges" pour s'opposer à Paris. Dans ses meetings, l'effet était garanti ; applaudissements et vivats, c'est l'avantage des discours d'estrade.

- Devenu président, Hervé Morin continue sur la même ligne, de façon plus policée, la référence aux bonnets rouges a disparu, mais le fond reste le même : l'État est le problème et la Région la solution.

- C'est ce qu'il répète quand il parle d'apprentissage, d'emploi, de ports, de trains ou de quartiers ; c'est ce qu'il explique quand il revendique davantage de compétences et d'autonomie pour sa collectivité afin de compenser les impuissances de l'État. "Avec moi, tout est possible",

L'équation des quartiers

• 264 M€ pour l'ANRU.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), l'ANRU dédie 264,1 M€ à la réhabilitation des quartiers prioritaires en Normandie.

- À l'échelle de la région, 22 quartiers sont concernés dont 6 d'intérêt national (comme les "Hauts de Rouen" ou "Lisieux-Hauteville") et 16 d'intérêt régional (comme "Le Chemin Vert" à Caen, "Fourches-Charcot" à Cherbourg, "Saint-Michel" à Flers, "La Passerelle" à Pont-Audemer, ou encore les quartiers sud du Havre...).

- Tous ces quartiers ont des caractéristiques communes : une grande précarité, un taux de chômage élevé, une concentration de logements sociaux, un cadre de vie dégradé, des activités économiques insuffisantes, des centres commerciaux dévitalisés, une image très négative.

- L'ANRU ventile ses financements de la façon suivante : 219,2 M€ aux quartiers d'intérêt national et 44,9 M€ aux quartiers d'intérêt régional.

Mon commentaire : les financements annoncés seront-ils au rendez-vous des chantiers ? Depuis plusieurs années, de nombreux élus se demandent si l'État peut tenir ses promesses : chat échaudé craint l'eau froide.

• 88 M€ pour la Région.

De son côté, la Région ne reste pas inactive. Elle consacre 88 M€ à la rénovation urbaine des quartiers prioritaires en articulant son action avec celle de l'ANRU. Au total, ce sont ainsi plus de 350 M€ qui sont mobilisés.

- Logiquement, les quartiers d'intérêt régional sont davantage soutenus par la Région que les quartiers d'intérêt national : à hauteur de 40% maximum pour les premiers et de 25% pour les seconds, c'est important.

Rappelons que la politique régionale permet de financer les opérations suivantes :

- L'aménagement d'espaces publics,
- La revitalisation et restructuration de locaux et centres commerciaux,
- La construction, extension ou réhabilitation d'équipements publics à finalité sociale (hors établissements scolaires),
- La réhabilitation des parties communes et résidentialisation d'immeubles d'habitat social en collectif ou des extérieurs des individuels groupés,
- Les travaux de réhabilitation des parties communes d'immeubles en copropriété dans le cadre d'un plan de sauvegarde ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat menée avec l'ANAH.

• La reconstitution du parc de logement social démolit.

Mon commentaire : naturellement, Hervé Morin garantit que la Région tiendra ses engagements ; "cela crée un effet de levier", et les élus locaux apprécient. En revanche, il aimerait que l'État en fasse davantage et surtout que les fi-

dit-il en substance, en rappelant que la Région "a les moyens".

Sa marque de fabrique à l'ARF.

À la tête de l'ARF depuis quelques mois, Hervé Morin a fait de son discours "anti-état" sa marque de fabrique nationale, un discours qui lui permet de relancer le débat sur la décentralisation.

- En bon Girondin, il va d'ailleurs très loin dans ce domaine puisqu'il défend l'idée de territoires à compétences variables, ce qui implique une révision constitutionnelle pour permettre cette différenciation.
- En Corse, Gilles Siméoni apprécie. Les Indépendantistes considèrent le président de l'ARF comme l'un de leurs soutiens importants ; n'a-t-il pas déclaré, dans *Corse Matin* le 14 décembre dernier, "il me semble qu'en Corse, il doit y avoir un pouvoir législatif délégué extrêmement significatif dans un certain nombre de domaines..."
- De fait, Hervé Morin entretient d'excellentes relations avec Jean-Guy Talamoni et Gilles Siméoni : "ce sont des hommes de caractère qui ont une belle ambition..." Il y a peu, croisant Gilles Siméoni dans les allées du Salon de l'Agriculture, Hervé Morin l'a salué comme l'un des hommes les plus puissants de France.
- Mais revenons à la dévolution du pouvoir législatif. Elle intéresse la Corse, mais pas seulement : toutes les Régions sont concernées. Le président de l'ARF l'a rappelé au Président de la République, lors de sa venue à Rouen, le 5 avril dernier, "les Régions sont les mieux placées pour piloter les politiques d'emploi et d'apprentissage", Emmanuel Macron lui a répondu "non !"

La République féodale

Hervé Morin fait le pari d'une République féodale, animée par ses grands feudataires (qui ont la légitimité du terrain) ; il pense aussi que la Normandie peut devenir - grâce à lui - la région-pilote qui teste cette nouvelle France girondine qu'il appelle de ses vœux : l'État est le problème, les Régions sont la solution.

Mon commentaire : l'ancien ministre de la Défense y croit-il vraiment ? Où est-ce une "posture politique" pour exister nationalement aux yeux d'Emmanuel Macron ? Là est la question...

nancements annoncés soient effectivement et rapidement débloqués. Vous l'avez compris, il se méfie de l'inertie de l'État ; il l'a redit lors d'une récente visite du quartier de Nétreville près d'Évreux ; pour lui, l'équation des quartiers ne sera jamais résolue si la participation de l'État reste une inconnue.

Pour mobiliser les industriels

La Région crée la marque régionale Normandie Santé.

Sous cette bannière commune, tous les acteurs, industriels et associatifs, soucieux de se mettre au service des patients, seront soutenus par la Région Normandie.

- La marque Normandie Santé, portée par l'AD Normandie, en partenariat avec les associations Nucleopolis, Polepharma, Pôle TES et le réseau Health Tech de la Normandy French Tech, a pour ambition de faire de la Normandie un territoire de référence en matière d'industries de la santé, en France et à l'étranger.

Concrètement, les industriels sont invités à jouer le jeu du marketing territorial, avec deux objectifs en vue :

- Créer du lien entre les acteurs et mettre en avant leurs compétences "santé".
- Attirer sur le territoire les entreprises et les talents français et étrangers.

À noter : en mai prochain, la Région hissera le pavillon de la nouvelle marque, au Salon Paris Health Week du 29 au 31 mai, puis en novembre, à l'occasion du Salon Medica de Düsseldorf du 11 au 15 novembre.

Après Caen-Plateaux Nord

Le "plan campus" de Rouen-Le Madrillet est lancé.

Comme le dit Philippe Eudeline, président de l'association Campus Sciences Ingénierie Rouen Normandie, "Le Madrillet est un atout majeur d'attractivité pour la Métropole et la région qui peut accueillir davantage d'étudiants, de chercheurs, d'entrepreneurs, d'industriels et de start-upers"... à condition de créer les conditions d'un plus grand rayonnement en France et à l'étranger.

- On l'a compris, Le Madrillet est une pépite qui ne demande qu'à briller. La Région et la Métropole partagent ce constat ; Hervé Morin et Frédéric Sanchez sont d'accord pour tirer dans le même sens ; ils se sont d'ailleurs retrouvés à l'INSA pour lancer l'élaboration du "Plan Campus" du Madrillet.
- Concrètement, un travail d'envergure sera conduit, dans l'année qui vient, pour identifier les investissements nécessaires au changement de dimen-

Et pendant ce temps-là...

• Le Havre profite de la création du groupe SEASECURE

Dans le secteur "très pointu" du courtage d'assurances maritimes et transports, la société havraise GUIAN et la société marseillaise SEASECURE viennent de se rapprocher pour former le groupe SEASECURE.

- L'opération va permettre aux deux entreprises (qui conservent leurs noms et leurs structures) de renforcer leur présence auprès des acteurs du transport international en France, à Genève et en Afrique de l'Ouest.
- C'est Jean Brossollet, 42 ans, un ancien de GUIAN qui a créé SEASECURE en 2008, qui préside la holding. Pour lui, c'est une sorte de retour aux sources.
- Pour faciliter l'action commune des deux entreprises et valoriser leurs complémentarités, Patrick Le Cerf a été nommé secrétaire général du nouveau groupe. Rappelons qu'il connaît bien la place havraise puisqu'il a été le directeur général de la CCI Seine Estuaire de 2012 à 2017 ; il connaît aussi le monde de l'assurance maritime puisqu'il a été le secrétaire général puis le directeur délégué de Groupama Transport.

Mon commentaire : avec SEASECURE & GUIAN, la filière "assurance maritime et transport / risques d'entreprises" se renforce en Normandie ; en termes de savoir-faire, c'est une pépite qu'on aurait tort de méconnaître.

François Brière.

Le maire de Saint-Lô est satisfait : la Région lui apporte 1,4 M€ pour participer à la redynamisation du centre reconstruit de sa ville.

Saint-Lô fait partie des 7 villes sélectionnées par la Région dans le cadre de l'appel à projets lancé au printemps 2017, en direction des 19 villes normandes reconstruites, dont 16 villes moyennes.

Laurent Beauvais.

Si 2017 a été une année d'installation, 2018 sera une année d'engagement pour Argentan Intercom, la communauté de communes présidée par Laurent Beauvais.

- Le budget présenté (44 M€) fait la part belle aux investissements : environ 10 M€. Objectif : rendre le territoire attractif.
- La création d'un pôle de santé libéral et ambulatoire est l'un des projets les plus importants soutenus par l'intercommunalité.

Jean-Luc Léger.

Comme il l'avait annoncé le jour de sa réélection à la présidence du CESER, Jean-Luc Léger veut relancer l'association pour la promotion de la LNPN, créée il y a 8 ans, à l'initiative de Gérard Lissot et de Jean Callewaert.

- Un message : "pour ne pas laisser retomber la pression, nous poursuivons et renforçons notre action..."
- Une assemblée générale "de relance" se tiendra le 19 avril à Rouen. Tous ceux qui veulent voir aboutir le projet sont invités à y participer.

Rappel : depuis 2015, l'association est présidée par Francis Saint-Ellier.

L'effet "Edouard Philippe".

Ce n'est pas une surprise, Luc Lemonnier, le maire du Havre et président de la CODAH n'est plus membre des Républicains. Il ne se reconnaît plus dans le parti présidé par Laurent Wauquiez.

- À 40 km de là, Marie-Agnès Pousier-Winsback, maire de Fécamp et présidente de l'Agglomération, exprime aussi son malaise ; elle est toujours membre de LR, mais pour combien de temps encore ?

Commentaire : après Agnès Firmin Le Bodo, l'effet Edouard Philippe se diffuse en Normandie.

sions. L'association de Philippe Eudeline jouera ici un rôle important puisqu'elle peut "mettre en ligne" les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les filières industrielles, les entreprises et tous les autres acteurs concernés par le projet.

D'ailleurs, plusieurs chantiers sont engagés :

- L'élaboration d'un schéma directeur immobilier et d'aménagement du Campus. L'idée est d'en faire un espace de vie, de travail et de partage agréable et stimulant pour la communauté du Madrillet.
- L'amélioration de l'attractivité. La construction d'un hôtel 3 étoiles, des services ainsi que 12 000 m² de bureaux sont programmés : début des travaux en 2019. Par ailleurs, des discussions sont en cours pour faire venir sur le site d'autres industriels et d'autres écoles : rappelons que le CESI installera, en 2019, ses infrastructures de formation et de recherche ainsi que le démonstrateur de l'usine du futur.
- Enfin, l'organisation de la vie culturelle et l'amélioration de la vie quotidienne des étudiants.

À noter : aujourd'hui, sur ses 150 ha, Le Madrillet accueille plus de 5 000 étudiants dont 1 700 apprentis et environ 500 chercheurs répartis au sein de 20 laboratoires de recherche et des plateformes technologiques ; l'objectif est de porter, à terme, le Campus à 8 000 ingénieurs en renforçant son rôle de pôle d'ingénierie qui fait déjà sa force puisqu'il est classé parmi les 10 premiers campus dédiés à la formation et à la recherche en ingénierie.

Boîte à outils

Bpifrance Normandie au service des entreprises...

Présenté par Philippine Lucille et Marie Poussin (l'une est à Rouen, l'autre à Caen), le bilan d'activité 2017 de Bpifrance Normandie révèle l'importance et la diversité des concours financiers apportés par l'établissement aux entreprises régionales.

- 4 116 entreprises ont été soutenues, à hauteur de 644 M€ autorisant une levée de fonds de 1,4 Md€. C'est un peu moins qu'en 2016 : effet palier.

La ventilation des interventions.

Elle s'est effectuée de la façon suivante :

- 262 interventions en co-financement avec d'autres banques : ici, l'apport de la BPI a été de 202 M€.

Et pendant ce temps-là...

• L'ARS sommée de changer de posture...

Bien sûr, elle n'est pas responsable de tout, comme - par exemple - du manque de médecins généralistes en Normandie qui s'explique (aux dires d'Hervé Morin) par une politique de formation comparable aux machines des Shadoks qui pompaient sans aucun effet.

- En revanche, Christine Gardel, la directrice de l'ARS Normandie (l'Agence régionale de Santé) a été sommée par les élus régionaux d'ouvrir de vraies concertations sur ses projets et de ne pas décider toute seule, dans son coin.
- Marie-Agnès Poussier-Winsback, maire de Fécamp et vice-présidente de la Région a été particulièrement sévère : "ce n'est plus possible de prendre des décisions sans nous /.../ ce qui nous met très en colère, Madame, c'est l'absence totale de transparence...". À Bernay, le sénateur Hervé Maurey pense la même chose : "je vous ai appelée pour qu'on se voie à propos de notre maternité, vous m'avez expliqué que ce n'était pas nécessaire..."

Le 9 avril, devant le Conseil régional, Christine Gardel s'est défendue d'être "trop discrète". Il n'est pas sûr qu'elle ait convaincu. Le lendemain, dans Paris-Normandie, elle reconnaît "que les liens ne sont pas assez fluides" avant d'ajouter "il faut qu'on revoie ça". En Normandie, les élus s'impatientent ; l'ARS doit rapidement changer de posture si elle veut réussir sa mission.

François Aubey.

Le président de la communauté d'agglomération de Lisieux-Normandie vient de signer avec Hervé Morin le protocole d'accord pour le contrat de territoire 2017-2020.

- Le coût de tous les projets est évalué à plus de 41 M€ ; la Région participera à la réalisation de 27 d'entre eux à hauteur de 11 M€.

Commentaire : l'appui de la Région concerne surtout des réhabilitations ou des réaménagements urbains.

Joël Bruneau.

Présentera le plan Climat Air Énergie Territorial de Caen Normandie Métropole le 24 avril aux "Rives de l'Orne" à Caen. Accord de Paris oblige (COP 21).

Autour de la communauté urbaine Caen-la-Mer, 5 intercommunalités sont associées.

Pré-Bocage Intercom

Présidé par Gérard Leguay, la CC. de Pré-Bocage Intercom (Les Monts d'Aunay - 14) va recevoir de la Région 2,5 M€ pour financer ses projets structurants.

La Région va notamment accompagner la création d'une pépinière d'entreprises à Villers-Bocage.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

- 738 interventions en financement de trésorerie : 237 M€ pour des entreprises vulnérables.
- 25 M€ pour des projets innovants : 152 dossiers financés.
- Et 90 M€ d'intervention en fonds propres dans 19 entreprises.
- Ajoutons que la BPI a facilité l'accès des entreprises aux crédits en apportant sa garantie, pour un montant de 180 M€, aux demandes de prêts présentées aux établissements bancaires. 3 294 dossiers ont été traités.

Commentaire n°1 : filiale de la Caisse des Dépôts et de l'Etat, la BPI accompagne les entreprises, de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse, en crédit, garantie et fonds propres. Elle assure, en outre, des services d'accompagnement et de soutien renforcés à l'innovation, à la croissance externe et à l'international.

Commentaire n°2 : Philippine Lucille et Marie Poussin, les deux directrices régionales, se félicitent aussi de la bonne coopération engagée avec la Région. Ici, les perspectives 2018 s'annoncent positives grâce au Prêt Croissance TPE et à la mise en œuvre du PIA 3 territorialisé : 6,2 M€ seront investis dans des projets structurants de filières et 12,4 M€ serviront à financer les projets d'innovation des entreprises régionales.

Effet "Lecornu" ?

Record d'investissements pour le Département de l'Eure.

Pascal Lehongre, qui a remplacé Sébastien Lecornu à la tête du Département de l'Eure, est un président content. Pour 2018, il vient de présenter un budget d'investissement de 115 M€, en hausse de 22,3%, un vrai record depuis longtemps, un budget qui va lui permettre de reconstruire ou rénover de nombreux collèges d'ici à 2021 et de poursuivre le déploiement du THD.

- Sa satisfaction est d'autant plus grande qu'il réalise l'opération sans augmenter les taxes, "pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises".

Est-ce un miracle ? Pas tout à fait.

Pascal Lehongre constate avec plaisir que les dotations de l'État ne baissent plus, et que les droits de mutation sur le marché de l'immobilier sont en hausse, deux bonnes nouvelles qui lui permettent d'amplifier ses marges de manoeuvre financière.

Résultat : le budget a été très bien voté ; en se tournant vers Sébastien Lecornu, beaucoup d'élus disent : "le Département est en marche !"

Et pendant ce temps-là...

• Un nouveau dock flottant pour le Port de Rouen

Le Conseil de surveillance du Port de Rouen vient d'approuver le projet d'acquisition d'un nouveau dock flottant. Cet équipement figure parmi les priorités du projet stratégique 2014-2019. L'investissement, qui s'élève à 20 M€, bénéficie du soutien de l'État, de la Région et de la Métropole. Le Port auto-financera la moitié de l'investissement, avec pour objectif de disposer d'un dock équipé de tout son outillage en 2019-2020. Une façon de pérenniser la réparation navale à Rouen.

• La nouvelle usine d'Isigny Sainte-Mère

60 M€, c'est le montant de la construction de la nouvelle usine de poudre de lait que la coopérative d'Isigny Sainte-Mère va construire à Isigny-sur-Mer (14). Plus d'une centaine d'emplois pourrait être créée.

Les travaux pourraient démarrer avant la fin de l'année pour une mise en service en 2020.

• Croissance solide en Normandie

7 dirigeants sur 10 sont confiants pour le 1^{er} semestre 2018, c'est le principal enseignement du dernier "baromètre des affaires" établi par les CCI. Conclusion : "l'économie normande est en croissance solide..."